

bien que l'accent mis sur l'un ou sur l'autre ait pu changer.

- On a compris de mieux en mieux le degré d'interdépendance qui existe tant entre les pays développés qu'entre ceux-ci et d'autres groupes de pays, qu'il s'agisse du tiers-monde en général ou des pays de l'Opep en particulier. Étant donné le degré d'interpénétration des économies occidentales dans les secteurs du commerce, de la finance et de l'investissement, pour ne mentionner que ceux-là, les politiques nationales de tout grand pays ont de plus en plus d'effet sur les autres et aucun pays ne peut gérer son économie seul. Les problèmes comme les taux d'intérêt et les stimulants ou les restrictions économiques doivent donc être attaqués conjointement par tous les pays occidentaux, même si chacun d'eux doit juger par lui-même s'il convient de prendre une mesure donnée. Il s'est également produit un rapprochement dramatique des pays du Sommet avec les pays pétroliers, qu'il s'agisse de la demande occidentale de pétrole et de la recherche de débouchés pour l'Ouest, de la dépendance de l'Opep à l'égard des produits manufacturés et du savoir faire des pays de l'Ouest ou de la nécessité pour l'Opep d'effectuer des investissements sûrs et rémunérateurs. D'ailleurs, plusieurs des pays du Sommet ont maintenant des liens commerciaux et financiers de plus en plus importants avec les autres pays en développement et les perspectives commerciales qu'offrent certains nouveaux pays industriels sont parmi les plus prometteuses.

- Les communiqués relativement optimistes consacrés à des questions précises sur le court terme ont graduellement fait place à des communiqués au ton relativement réaliste, et même presque opiniâtre, visant le plus long terme. Les pays du sommet comprennent de mieux en mieux que leurs problèmes ne peuvent être réglés rapidement et qu'ils sont appelés à connaître une période de croissance relativement faible, des coûts élevés pour l'énergie, de fortes pressions inflationnistes et des problèmes de chômage. Si l'on tente d'établir des projections pour la fin du siècle, comme les participants l'ont fait à Venise, les perspectives semblent peu encourageantes si l'on n'effectue pas entre temps d'importants changements de politique.

- Si les participants aux sommets se sont de plus en plus tournés vers le plus long terme, ils ont néanmoins pris des positions, souvent fort détaillées, portant effet à très court terme. Cela tient en grande partie à ce que les dirigeants ont clairement perçu la nécessité d'avoir quelque chose de concret à présenter après une réunion

de cette envergure. Ces sommets connaissent chaque année de plus en plus de publicité - il se pourrait que nous ayons de 1 500 à 2 000 représentants de la presse à Ottawa - et les attentes ainsi créées sont de plus en plus difficiles à satisfaire.

Pourtant, même si le seul fait de se rencontrer ne leur a pas permis d'apporter des solutions magiques à leurs problèmes propres et à ceux du monde - après tout, ces problèmes se posent toujours au bout de sept ans - les dirigeants continuent de se rencontrer, trouvant dans ces réunions un élément nécessaire, et même central, du calendrier de leurs activités. Les sommets en sont venus à jouer un rôle majeur dans l'ensemble du processus économique international.

- Il arrive souvent que les communiqués conjoints aient une rédaction qui pourrait se révéler embarrassante pour un ou plusieurs des participants dans leurs propres pays. Le fait est que les participants ont bien su s'accommoder de ces textes. Ils ont besoin de ce renforcement mutuel pour lutter plus efficacement contre des pressions intérieures (protectionnisme, par exemple) ou pour s'orienter dans des directions voulues, comme l'établissement du prix de l'énergie aux États-Unis.

- Les sommets ont graduellement dépassé les questions économiques de base traitées à Rambouillet. A Venise, par exemple, les participants ont soulevé des questions nettement politiques et publié des communiqués sur ces problèmes, notamment sur l'Afghanistan. Le terrorisme, la piraterie aérienne, les réfugiés ont été d'autres questions abordées.

- Bien que les dirigeants n'aient pas établi de secrétariat permanent, la nomination de représentants personnels est un aspect novateur des sommets : ils en sont venus à servir de mécanisme de relance d'un sommet donné et de préparation du suivant, l'initiative étant prise par le pays devant accueillir le sommet suivant. Sur l'énergie, en particulier, des arrangements complémentaires ont été pris pour suivre le progrès de la mise en application des engagements de Venise. Un récent rapport sur les consultations occidentales, préparé par quatre instituts privés de recherche politique, souligne la nécessité d'une préparation systématique des sommets économiques et suggère la possibilité de créer un petit secrétariat permanent. Je doute de l'utilité d'une telle proposition, qui pourrait tendre à "bureaucratiser" les sommets. Il est juste et compréhensible que les dirigeants eux-mêmes veuillent se tenir au courant des préparatifs et des re-